

AQUI SOCIAL

LA SEMAINE SOCIALE EN NOUVELLE-Aquitaine



VOTRE REVUE DE PRESSE
DU 18 AU 24 OCTOBRE 2025

NUMÉRO 4

DES INDUSTRIES AU FAST FOOD : UNE CENTAINE D'OPPORTUNITÉS D'EMPLOI

LA CGT CULTURE DÉNONCE LE MANQUE DE MOYENS DE SÉCURITÉ DES MUSÉES

LES PAPETERIES DE CONDAT EN REDRESSEMENT

NOUVELLE SÉQUENCE DE GRÈVE AU CINÉMA DE CHATELLERAULT

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF NE SUIT PAS LA CGT DANS SON RÉFÉRÉ

LES AGRICULTEURS CRIENT LEUR DÉSARROI

L'action spectaculaire est à l'image des inquiétudes de la filière dans la région. Ce vendredi matin à Poitiers, l'intersyndicale CR, FDSEA, JA et ADIV, soutenue par la chambre d'agriculture, a bloqué les accès au Futuroscope dès 8 h, protestant contre « le non-respect de la loi Duplomb » et la réduction des volumes prélevables d'eau. Plusieurs dizaines de gendarmes mobiles encadraient la mobilisation, avec autorisation préfectorale d'utiliser un drone, alors que le parc attendait 10 à 12 000 visiteurs. Hier à Bordeaux, la Coordination rurale a manifesté devant le Crédit agricole et la MSA pour dénoncer les pressions financières sur les exploitants, un mois après le suicide du viticulteur Jonathan Mayer, 37 ans. Dans le même temps, la Dermatose nodulaire contagieuse fragilise les éleveurs. Au marché d'Agen mardi, la chute des prix se faisait déjà sentir.

(SOURCES :Sud Ouest Lot-et-Garonne, 22/10/2025, p.10 ; Sud Ouest toutes éditions, 24/10/2025, p.4 ; La Nouvelle République, édition de la Vienne, 24/10/2025, en ligne)

VOTRE ANNONCE ICI
Contact & devis
PUB@AQUISOCIAL.FR

REVENDICATIONS

GIRONDE / CHARENTE-MARITIME

TOUJOURS DU MALAISE ET DES MOBILISATIONS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

Les établissements de santé de Gironde et de Charente-Maritime sont sous pression. Au centre hospitalier de **Libourne**, les syndicats SUD Santé sociaux et FO ont protesté vendredi dernier contre un plan de redressement imposé par l'ARS : déficit de 14 millions d'euros à réduire de moitié, gel des avancements, non-replacement des départs, baisse de lits d'Ehpad et externalisation de services. À **Talence**, les 60 grévistes de l'hôpital Bagatelle ont suspendu le mouvement engagé mardi 14 octobre, après deux jours de mobilisation ; mais le comité de grève juge insuffisantes les propositions de la direction sur congés et aménagements et pourrait bien remettre le couvert. À **Saint-André-de-Cubzac**, l'Ehpad La Tour du Pin a participé jeudi 16 octobre à l'opération nationale pour dénoncer le manque de moyens pour ses 209 résidents et 180 salariés. À **Saint-Martin-de-Ré**, en Charente-Maritime enfin, l'ephad du groupe hospitalier Littoral Atlantique prévoit une mobilisation le 4 novembre face à des effectifs insuffisants pour 85 résidents : la CGT dénonce un « épuisement professionnel » et réclame des embauches pour éviter la « déshumanisation des soins ». Comme un fait exprès pour illustrer et résumer cette problématique, à **Royan**, neuf patients de plus de 90 ans se trouvaient vendredi dernier sur des brancards aux urgences du centre hospitalier Royan Atlantique, poussant le Collectif santé CGT à organiser une réunion publique pour alerter sur le manque de médecins et la vulnérabilité d'une population vieillissante sur le secteur.

SOURCES

- Sud Ouest Bordeaux Agglo, 15/10/2025, p.16
- Sud Ouest Bordeaux Agglo, 18/10/2025, p.19 et p.25
- Sud Ouest, Charente-Maritime, 20/10/2025, p.20d
- Sud Ouest Charente-Maritime, 24/10/2025, p.13

AU JOUR LE JOUR
SUIVEZ LE FIL
WWW.AQUISOCIAL.FR

DEUX-SÈVRES

LES SALARIÉS ASSOCIATIFS SE RASSEMBLENT À MELLE POUR DIRE LEUR MAL-ÊTRE

Jeudi 16 octobre, plus de 80 salariés associatifs se sont rassemblés au pied du Pont aux Roses de Melle (Deux-Sèvres) pour dénoncer les difficultés liées aux baisses de subventions et à la multiplication des appels à projets. À l'appel du syndicat Asso (Solidaires), ils ont souligné que les petites structures peinent à monter ces dossiers lourds, tandis que les grandes mobilisent du personnel au détriment de leur activité. Selon les participants, ces contraintes entraînent une perte de sens et de droits pour les salariés.

SOURCE

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 20/10/2025, en ligne.

LANDES

LA CGT ET FO DÉFENDENT LES AESH À TARNOS

Jeudi 16 octobre, une cinquantaine de personnels, parents et élus se sont rassemblés devant le lycée professionnel Ambroise-Croizat à Tarnos (Landes) pour soutenir les accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH). Les syndicats CGT et FO dénoncent le manque de personnel, les changements d'accompagnement imprévus et la précarité du métier. Un rendez-vous avec les élus locaux est prévu le 18 novembre.

SOURCE

Sud Ouest Landes, 20/10/2025, p. 20

CHARENTE

LES SALARIÉS DU CAUE INQUIETS POUR LEUR AVENIR

Les quatorze salariés ont exprimé leurs inquiétudes en conseil d'administration jeudi 16 octobre. Le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) de la Charente, basé à Angoulême, voit ses ressources financières chuter de 75 % à cause d'une défaillance dans la collecte de la taxe d'aménagement. Pour 2025, l'organisme perçoit 250.000 euros, contre 1,7 million il y a deux ans.

SOURCE

Charente Libre, 20/10/2025, p.5

REVENDICATIONS

HAUTE-VIENNE

LA CGT CULTURE DÉNONCE LE MANQUE DE MOYENS POUR LA SÉCURITÉ DES MUSÉES

Après le vol de bijoux au Louvre ce dimanche et un cambriolage en septembre au musée national Adrien Dubouché à Limoges, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, demande aux préfets de renforcer la sécurité autour des musées. Pour le représentant de la CGT culture en Haute-Vienne et salarié du musée de la porcelaine, les établissements manquent de personnel et de moyens matériels. « On n'anticipe sans doute pas assez la technicité et les compétences des gens qui n'ont aujourd'hui aucune morale et viennent voler dans les musées », dit-il notamment dans la chronique L'invité d'Ici matin Limousin de mardi 21 octobre.

SOURCE

Ici Limousin, 21/10/2025,
en ligne.

LANDES

LE PRÉSIDENT DE MAÏSADOUR INTERPELLE LE GOUVERNEMENT SUR LA BAISSE DES RENDEMENTS

Face à la crise politique et économique, le président du groupe coopératif Maïsadour, Daniel Peyraube, appelle le gouvernement à agir sans attendre pour soutenir le monde agricole. Il alerte sur la baisse des rendements liée à la sécheresse, la hausse des coûts et la concurrence des produits importés, notamment dans la filière volaille. Maïsadour, 4 300 salariés, premier employeur du département des Landes, maintient sa stratégie de développement malgré la baisse des aides publiques et demande une application rapide de la loi Duplomb.

SOURCE

Sud Ouest Landes,
22/11/2025, p. 10

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

VIVES TENSIONS ENTRE LES AGENTS ET LA DIRECTION DU CENTRE MATERNEL DE LONS

Le centre maternel et familial de Lons (Pyrénées-Atlantiques), qui accueille une quinzaine de mères en difficulté avec enfants, est au cœur d'un conflit entre salariés et hiérarchie.

Quatre agents, suspendus après avoir dénoncé des dérives managériales, contestent leur mise à l'écart et ont porté plainte.

Le Département, dont dépend la structure, affirme avoir pris des mesures d'apaisement, évoquant des audits internes et externes.

Les agents suspendus accusent pour leur part la direction actuelle de nuire au bon fonctionnement du service.

SOURCE

Sud Ouest Béarn et Soule,
21/10/2025, p. 10

GIRONDE

EN GIRONDE, LE PATRON DU MEDEF RÉCLAME DAVANTAGE DE SOUTIEN

Le président du Medef Gironde, Mathias Saura, alerte sur le mécontentement croissant des chefs d'entreprise face à la hausse des taxes, à la suspension de la réforme des retraites et à l'instabilité politique.

Il estime que la fiscalité actuelle fragilise la compétitivité et l'emploi, et appelle à une politique plus favorable à la création et au maintien des entreprises.

Pour lui, renforcer les employeurs, c'est renforcer l'économie nationale.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
21/10/2025, p. 12



Chaque semaine ici
TOUTE L'INFO SOCIALE À TÊTE REPOSÉE

REVENDICATIONS

CHARENTE-MARITIME

LA CGT ESPÈRE UNE MOBILISATION POUR LA BISCUITERIE DE PONS

L'union locale CGT de Saintes appelle à la mobilisation contre la fermeture annoncée de la biscuiterie Colibri à Pons, en Charente-Maritime, décidée par le groupe Roullier pour fin 2026. Plus de 60 emplois sont menacés. Le syndicat estime cette décision injustifiée et réclame le maintien de la production sur place. Il critique aussi les discussions déjà engagées autour d'une éventuelle reconversion du site avant même la fin du plan social.

SOURCE Sud Ouest Charente-Maritime, 25/10/2025, p. 13

HAUTE-VIENNE

A BELLAC, L'ASSOCIATION D'INSERTION S'INQUIÈTE

Vendredi dernier, l'association d'insertion Rempart de Bellac, en Haute-Vienne, s'est mobilisée contre la baisse des financements publics pour l'insertion par l'activité économique. Son président a alerté le Premier ministre et les élus du département sur une nouvelle coupe budgétaire de 50 millions d'euros, après deux ans d'incertitudes. Cette réduction de 4 % du nombre d'équivalents temps plein compromet le lancement d'une activité de blanchisserie et pressing, censée créer quatre emplois. Rempart a bloqué le recrutement des CDD et demande, via le réseau Chantier École, le rétablissement du budget de l'IAE à son niveau de 2023. L'association emploie onze salariés permanents et une trentaine en insertion.

SOURCE Le Populaire du centre, 24/10/2025, p. 14

DEUX-SÈVRES

LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT APPELLE À RÉAGIR

La Ligue de l'enseignement des Deux-Sèvres appelle à la mobilisation générale face à ce qu'elle perçoit comme une dégradation du soutien public au mouvement associatif. Mercredi, une banderole a été accrochée au fronton du siège de Niort.

SOURCE La Nouvelle République, Deux-Sèvres, 23/10/2025, en ligne.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LE CHEF DE CUISINE MUTÉ, LES SALARIÉS DU LYCÉE HÔTELIER CESSENT LE TRAVAIL

Une dizaine de salariés du lycée hôtelier de Morlaàs (Pyrénées-Atlantiques) se sont mis en grève jeudi 16 octobre pour protester contre la mutation d'un cuisinier. Cet agent de la Région Nouvelle-Aquitaine a été déplacé suite à des tensions en cuisine, après avoir fait l'objet d'une sanction disciplinaire. Les personnels solidaires estiment la situation et la sanction exagérées, tandis que la collectivité assume sa décision.

SOURCE La République des Pyrénées, 20/10/2025, p. 3

DEUX-SÈVRES

NOUVELLE SÉQUENCE DE GRÈVE AU CINÉMA DE CHÂTELLERAULT

Quatre des cinq salariés du cinéma d'art et d'essai Les 400 Coups à Châtellerault ont démarré un nouveau mouvement de grève mardi 21 octobre, annulant toutes les séances jusqu'à nouvel ordre. Ils protestent contre des licenciements économiques affectant deux d'entre eux (un poste et demi) et réclament soit leur annulation, soit le versement intégral de la cagnotte de soutien aux salariés concernés. La présidente du conseil d'administration comprend les revendication mais estime qu'annuler les licenciements mettrait en danger la structure et compromettait la subvention de l'année prochaine. Un premier mouvement de grève avait eu lieu fin septembre.

SOURCE La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 22/10/2021, en ligne.



CHAQUE MATIN
WWW.AQUISOCIAL.FR
 LIVRE POUR VOUS 30 ÉDITIONS
 DE LA PRESSE
 QUOTIDIENNE RÉGIONALE

Notre résumé à 09:00

DROIT DU TRAVAIL

LOT-ET-GARONNE

LE FOYER DU CHÂTEAU DANS LA TOURNEMENTE À MARMANDE APRÈS UNE INSPECTION

Une inspection du Conseil départemental du Lot-et-Garonne, menée depuis décembre 2024, a mis en évidence de graves manquements au Foyer du château à Marmande, accueillant une soixantaine d'enfants. Le rapport pointe des suspicions de maltraitance, des violences sexuelles entre enfants, un recours à du personnel non qualifié et des ruptures de soins. Face à ces non-conformités, la présidente du Département, Sophie Borderie, annonce qu'une administration provisoire sera mise en place si les mesures correctives ne sont pas appliquées dans les semaines à venir. La CGT alertait déjà sur la situation de l'établissement en 2022.

SOURCE Sud Ouest Lot-et-Garonne, 25/10/2025, p.12

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

UNE ENQUÊTE EN COURS SUR LE MALAISE DES AGENTS À LA POLICE MUNICIPALE DE PAU

Une enquête administrative est en cours après le signalement, fin septembre, d'un malaise social au sein de la direction prévention et sécurité publique de la Ville de Pau. Une dizaine d'agents de la police municipale ont dénoncé des « dysfonctionnements » et un climat de travail dégradé. Les conclusions de l'enquête doivent être rendues prochainement.

SOURCE Sud Ouest Béarn et Soule, 25/10/2025, p. 15

CHARENTE / DEUX-SÈVRES / VIENNE

LES BOULANGERIES DEVONT GARDER UN JOUR DE FERMETURE

Le tribunal administratif de Poitiers confirme l'obligation pour les boulangeries de fermer au moins un jour par semaine en Charente, dans les Deux-Sèvres et dans la Vienne. Les réseaux industriels contestaient les arrêtés préfectoraux, mais leurs arguments ont été rejetés.

SOURCE Ici La Rochelle, 23/10/2025, en ligne

CHARENTE

L'EX EMPLOYEUR DEVRA REMETTRE LES DOCUMENTS DE FIN DE CONTRAT SOUS 15 JOURS

Le conseil des prud'hommes d'Angoulême a rendu sa décision dans l'affaire opposant une femme de ménage charentaise à son ex employeur.

La juridiction, qui a jugé la salariée fondée dans ses demandes d'indemnisation, a ordonné au propriétaire d'Airbnb de lui remettre sous quinzaine l'ensemble des documents de fin de contrat qu'il refusait de lui fournir depuis deux ans.

L'homme, condamné à verser près de 50 000 euros pour salaires impayés et congés non réglés, s'expose désormais à une astreinte de 100 euros par jour en cas de non-exécution.

SOURCE Charente Libre, 25/10/2025, p. 4

GIRONDE

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF NE SUIT PAS LA CGT DANS SON RÉFÉRÉ SUR LE DROIT DE GRÈVE

Le tribunal administratif de Bordeaux a rejeté, mercredi 8 octobre, le référendum déposé par la CGT contre une note interne de la mairie de Lormont (Gironde) sur les modalités du droit de grève. Le syndicat contestait un document adressé le 16 septembre aux 43 agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (Atsem), engagés dans une grève perlée depuis le 1er septembre. Le tribunal n'a pas jugé l'atteinte au droit de grève manifeste ni l'urgence démontrée. L'examen au fond du dossier se poursuivra dans les prochains mois.

SOURCE Sud Ouest Bordeaux Agglo, 18/10/2025, p. 19



ACCORDS D'ENTREPRISE

Les accords d'entreprise sont au cœur du dialogue social. A mesure de leur publication légale sur Légifrance, nous en faisons ici le compte-rendu, avec lien direct vers le texte. Nous pensons qu'ils peuvent être source d'inspiration pour les syndicats, DRH et chefs d'entreprise. La disparité des mises en ligne et, peut-être, une certaine rareté des conventions entre employeurs et salariés appellent toutefois une irrégularité de parution.

CHARENTE

LE POINT D'ASTREINTE REVALORISÉ À LA MUTUALITÉ FRANÇAISE DE LA CHARENTE

Le document a été publié mardi sur Légifrance. La Mutualité Française Charente et les syndicats CGT, FO et CFDT ont signé, le 18 septembre, un avenant à l'accord d'entreprise du 1^{er} décembre 2020 sur les astreintes dans le pôle sanitaire et médico-social. Ce texte prévoit notamment la revalorisation de la valeur du point d'astreinte, portée à 4,60 €, ainsi qu'une meilleure reconnaissance de la pénibilité des interventions, notamment celles effectuées la nuit, le dimanche ou les jours fériés. L'avenant devait entrer en vigueur le 1^{er} octobre pour la nouvelle valeur du point, et au plus tard le 1^{er} janvier 2026 pour les autres dispositions. La Mutualité compte 600 collaborateurs dans le département.

SOURCE

Aquisocial



[Le texte de l'accord](#)

VIENNE

CHEZ FENWICK, LES PÉRIODES D'ASTREINTE SERONT PRIMÉES 80 € EN CAS DE DÉPASSEMENT

La société Fenwick-Linde Operations a signé, mardi 1^{er} octobre, un avenant à son accord d'entreprise sur l'astreinte, prolongeant le dispositif jusqu'au vendredi 30 janvier 2026. L'accord, conclu avec les syndicats CGT, FO et SUD, accompagne la prolongation de l'équipe de suppléance mise en place les week-ends dans les services de mécano-soudure, logistique et maintenance de l'entreprise de Cenon-sur-Vienne. Les périodes d'astreinte restent fixées au samedi de 0 h à 12 h et au dimanche de 17 h à 5 h, avec un roulement prévu pour éviter plus d'une astreinte par mois par salarié. Une prime de 80 euros bruts est prévue pour toute astreinte supplémentaire. L'accord réaffirme le respect des temps de repos légaux et du volontariat des salariés concernés.

SOURCE

Aquisocial



[Le texte de l'accord](#)

DEUX-SÈVRES

CHEZ MORILLE S'ADAPTE À LA VARIATION SAISONNIÈRE DES HORAIRES

L'entreprise Chez Morille, située à Augé (Deux-Sèvres), a conclu un accord d'entreprise instaurant une annualisation du temps de travail à compter du 1^{er} octobre 2025. Le texte, signé avec les représentantes élues du personnel, vise à adapter les horaires aux variations saisonnières de l'élevage de volailles. Il fixe une période de référence de douze mois, du 1^{er} octobre au 30 septembre, avec une durée moyenne annuelle de 1 607 à 1 789 heures, selon les contrats. Les horaires pourront varier jusqu'à 48 heures par semaine, dans le respect des plafonds légaux. L'accord, à durée indéterminée, prévoit un suivi triennal et un possible recours au travail de nuit ou le dimanche selon l'activité.

SOURCE

Aquisocial



[Le texte de l'accord](#)

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

VINCI ET SES PERSONNELS AUTOROUTIERS SE METTENT D'ACCORD SUR LES CONGÉS

La Direction Régionale d'Exploitation Sud-Atlantique Pyrénées des Autoroutes du Sud de la France (Vinci) a conclu un avenant pour 2026 avec la CFDT et la CGT. Il fixe les calendriers saisonniers des filières Péage, Télécom et Gestion-Maintenance, visant à privilégier les CDI pendant les périodes de trafic intense. Quatre options de congés sont prévues pour la période du 22 juin au 13 septembre 2026, allant jusqu'à 21 jours consécutifs, avec possibilités de week-ends ou jours isolés.

Des contrats saisonniers pourront compléter les équipes si nécessaire.

SOURCE

Aquisocial



[Le texte de l'accord](#)



IL SUFFIT D'UN SCAN POUR ALLER SUR
WWW.AQUISOCIAL.FR

ACCORDS D'ENTREPRISE

LANDES

UNE DISPENSE D'ACTIVITÉ POSSIBLE POUR LES PLUS DE 58 ANS CHEZ MLPC-ARKEMA

MLPC International, l'unité de production Arkema de Rion-des-Landes a signé, avec la CGT et la CFE-CGC, un accord relatif aux mesures d'accompagnement du compte professionnel de prévention de la pénibilité (C2P) pour les salariés en équipes successives alternantes. Volontaires, âgés d'au moins 58 ans et remplissant les conditions de carrière, ils peuvent bénéficier d'une dispense d'activité avant la retraite, avec revenu mensuel de 70 à 72 % de leur salaire de référence et maintien de la couverture sociale. L'accord, d'une durée de trois ans, s'appliquera du 1er octobre 2025 au 30 septembre 2028, avec suivi annuel présenté au CSE.

SOURCE

Aquisocial

[Le texte de l'accord](#)

UNE PRIME EXCEPTIONNELLE DE 1385 € EN FAVEUR DES PERSONNELS DE L'UDAF

Par accord du 23 septembre passé avec les syndicats CGT et CFDT, l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) des Landes versera une prime exceptionnelle de partage de la valeur à l'ensemble de ses salariés, après agrément de la Commission Nationale des Agréments (CNA). Le montant est de 1 385 € brut pour un temps plein, proratisé selon le temps de travail et de présence effective. Les absences pour congés légaux et certaines situations familiales sont maintenues. La prime sera versée sur la paie suivant l'aval de la CNA, soumise à CSG, CRDS et prélèvement à la source.

SOURCE

Aquisocial

[Le texte de l'accord](#)

VIENNE

LE THÉÂTRE DE POITIERS CHANGE DE MUTUELLE ET PASSE CHEZ APICIL

Le Théâtre Auditorium de Poitiers (TAP) et le syndicat Synptac-CGT ont signé, mercredi 8 octobre, un avenant à l'accord collectif sur la complémentaire santé de la structure.

Face à la hausse des cotisations de la branche EAC – +20 % en juillet dernier puis +10 % en janvier 2026 –, le TAP a choisi de confier la couverture santé au groupe Apicil à Lyon, avec une gestion assurée par Henner SAS à Neuilly-sur-Seine.

Les garanties retenues correspondent à l'option 3 du contrat Audiens. L'accord, à durée indéterminée dès le 1^{er} janvier 2026, fixe la répartition des cotisations à 65 % pour l'employeur et 35 % pour le salarié.

SOURCE

Aquisocial

[Le texte de l'accord](#)

CORRÈZE

L'ASEAC MET EN PLACE LE TÉLÉTRAVAIL UNE JOURNÉE PAR QUINZAINE

Un accord sur le télétravail a été signé à l'Association pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de la Corrèze (ASEAC), dont le siège est situé à Brive-la-Gaillarde, en Corrèze. Il permet aux salariés ayant au moins un an d'ancienneté, et dont le poste est compatible, de télétravailler sur la base du volontariat. Le télétravail s'effectuera depuis le domicile principal, à raison d'une journée maximum tous les quinze jours. Les plages de disponibilité sont fixées de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h.

SOURCE

Aquisocial

[Le texte de l'accord](#)

Transmettez nous vos infos en direct

info@aqisocial.fr



EMPLOI & FORMATION

HAUTE-VIENNE

A LIMOGES, UNE ASSOCIATION FAVORISE L'INSERTION PRO DES ASPERGER

L'association pour l'Autisme Asperger Limousin met en place un service pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes Asperger sans déficience intellectuelle en Haute-Vienne, Creuse et Corrèze. La présidente explique que l'objectif est de valoriser les compétences de ces adultes souvent privés d'emploi et de les accompagner dans leur recherche et leur intégration en entreprise. Le dispositif, gratuit pour les personnes suivies et payant pour les entreprises, repose sur une équipe de bénévoles, psychologues et job coach formés à cette forme d'autisme, en complément des dispositifs existants proposés par Cap Emploi ou France Travail.

SOURCE

Le Populaire du Centre,
20/10/2025, p.4

RAYNAUD DÉMÉNAGE ET PRÉVOIT TRENTÉ RECRUTEMENTS D'ICI À DIX ANS

La société Raynaud, spécialisée dans la porcelaine de luxe à Limoges, déménagera en janvier prochain sur un nouveau site de 4.500 m², intégrant ateliers, stocks, bureaux et magasin d'usine. L'entreprise, qui emploie une soixantaine de salariés, investit 7 millions d'euros sur fonds propres pour un bâtiment moins énergivore, équipé de fours électriques, d'un séchoir et d'outils de stockage dynamique. La Région Nouvelle-Aquitaine soutient l'outil de production à hauteur de 269.903 euros. Le site historique d'Isle accueillera toujours les porcelaines Jammet Seignolles. Raynaud vise un doublement de son chiffre d'affaires d'ici dix ans et la création d'une trentaine d'emplois supplémentaires.

SOURCE

Le Populaire du Centre,
20/10/2025, p.5

TOUS LES FORMATS SONT POSSIBLES, JUSQU'AU A4



DORDOGNE

INCOGNITO À PÉRIGUEUX, LE PATRON D'EAT SALAD CONSTATE DES BESOINS EN FORMATION

Pour l'émission « Patron Incognito » diffusée sur M6, Antoine Barat, le cofondateur de la chaîne Eat Salad, a passé une journée dans sa franchise locale de Périgueux, déguisé pour ne pas être reconnu par ses salariés. Cette immersion lui a permis de constater leur fort besoin de formation et de montée en compétences. L'épisode est diffusé ce mercredi 22 octobre à 21h10 sur M6.

SOURCE

Ici Périgord,
22/10/2025, en ligne

LOT-ET-GARONNE

L'ÉCOLE DE CRÉATION NUMÉRIQUE SE DÉLOCALISE ET RESSERRE SON OFFRE

L'école de création VGAS, Val de Garonne Arts School, a quitté la Cité de la formation de Marmande pour rejoindre les conteneurs du village Minga, espace de coworking aménagé dans un hangar de Cesame. Depuis 2017, l'école associative forme aux cultures numériques, au cinéma et à l'illustration. Elle propose désormais des formations à la carte pour entreprises et particuliers, mais suspend la formation continue pour raisons financières.

SOURCE

Sud Ouest Lot-et-Garonne,
20/10/2025, p. 16

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LE SALON DES MÉTIERS DE L'AÉRONAUTIQUE EMBALLE LES JEUNES À ANGLET

Le Salon des métiers de l'industrie et de l'aéronautique d'Anglet a connu un franc succès pour sa 8^e édition, organisée entre mercredi et hier à l'Espace de l'Océan. Plus de 1 150 collégiens et étudiants y ont découvert les métiers proposés par une vingtaine d'entreprises comme Dassault, Safran, Lauak ou Teleraid, ainsi que des écoles du territoire. Environ 250 postes sont actuellement à pourvoir dans ces secteurs porteurs.

SOURCE

Sud Ouest Pays Basque,
24/10/2025, p. 16



EMPLOI & FORMATION

Le Chiffre

100 801

Offres d'emploi ce matin
en région sur le site
francetravail.fr



EN RÉGION

TRANSITIONS PRO A ACCOMPAGNÉ 4 000 PROJETS DE RECONVERSION L'AN PASSÉ

Transitions Pro Nouvelle-Aquitaine, organisme paritaire présidé par la CFDT et la Fédération française du bâtiment, a financé l'an passé quelque 4 000 projets de reconversion, soit une demande sur deux. Chaque dossier, soutenu en moyenne à hauteur de 27 000 €, couvre salaires et coûts pédagogiques. Malgré une baisse de 15 % de son budget annuel ramené à un peu plus de 30 millions d'euros, 90 % des bénéficiaires ont changé de métier. Un accord interprofessionnel signé à l'été prévoit d'intégrer la cagnotte du compte personnel de formation au financement du projet de transition professionnelle, mesure attendue pour élargir l'accès à ces parcours.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
20/10/2025, p.2-3

COLLEZ VOTRE PUB ICI

PUB@AQUISOCIAL.FR

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

UN PREMIER SEMESTRE MOROSE POUR L'ÉCONOMIE AU PAYS BASQUE

Au Pays Basque, l'économie locale montre des signes de fragilité à l'issue du premier semestre, amplifiés par l'incertitude politique nationale. Selon la CCI Bayonne Pays basque, les entreprises sont confrontées à la baisse de la demande, à l'inflation et au poids des charges.

Les secteurs de la construction, du commerce et du tourisme sont particulièrement touchés : hausse des radiations (+75 %), redressements judiciaires (+48 %), liquidations simplifiées (+27 %). Les carnets de commandes industriels repartent à la hausse, mais les marges restent faibles. Le commerce de centre-ville perd de la clientèle, tandis que la périphérie voit une fréquentation en hausse. 70 % des professionnels se déclarent cependant confiants pour l'avenir, même s'ils sont moins de deux sur dix à prévoir d'investir au second semestre.

SOURCE

Sud Ouest Béarn et Soule,
20/10/2025, p.14

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LE BURN-OUT AU TRAVAIL SCRUTÉ DEPUIS LA HAUTE-VIENNE

Selon une étude Opinion Way publiée en septembre 2024, 30 % des salariés français ont déjà été ou seront confrontés à un burn-out, soit jusqu'à 3,2 millions de personnes. Le Populaire du Centre consacrait mardi une double page à cette thématique. Les secteurs de la santé, de l'éducation et du social sont les plus touchés. À Limoges, un ouvrage collectif dirigé par Gulsen Yildirim, professeure à l'université, interroge la perte de sens du travail et dénonce qu'en quarante ans, aucune réflexion de fond n'a été menée sur sa finalité. Dans le même recueil, l'avocat limougeaud Richard Doudet évoque le retour des « petits chefs » et un management fondé sur la rentabilité. Enfin, la FNATH critique un projet gouvernemental réduisant l'accès à la médecine du travail, qu'elle juge dangereux pour la santé des salariés.

SOURCE

Le Populaire du Centre,
21/10/2025, p. 2-3



EMPLOI & FORMATION

CHARENTE / DEUX-SÈVRES / GIRONDE

DES INDUSTRIES AU FAST FOOD : UNE CENTAINE D'OPPORTUNITÉS D'EMPLOI CETTE SEMAINE

La PME médocaine Epsilon Composite (220 salariés, 33 M€ de CA), spécialisée dans la fibre de carbone, et le groupe charentais Soflux (500 salariés, 64,5 M€), expert en génie électrique et thermique, recrutent activement cette semaine. Epsilon Composite a ouvert ses ateliers au public samedi 18 octobre à Gaillan, en Gironde, pour présenter ses métiers et espérer recruter une vingtaine de profils en production, maintenance et usinage. Près de 400 personnes y ont participé et une cinquantaine de CV ont été déposés.

A Gond-Pontouvre, en Charente, Soflux recherche 50 collaborateurs, de techniciens et électriciens à des commerciaux et managers, misant sur sa notoriété régionale et sa propre école de formation pour accueillir alternants et jeunes diplômés.

A noter par ailleurs que dans les Deux-Sèvres, Burger King a embauché 35 salariés en CDI pour son restaurant de Saint-Maixent-l'École, ouvert mercredi, et qui accueille plus de 150 couverts sur 3 000 m².

SOURCES

- Sud Ouest Bassin d'Arcachon / Médoc, 17/10/2025, p. 20c & 23/10/2025, p. 16c
- La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 21/10/2025
- Sud Ouest Supplément Eco & Entreprises, 23/10/2025, p. 1



CHARENTES

LE MONDE DU TRAVAIL TISSE DES LIENS AU COMPLEXE SPORTIF

Mardi 14 octobre, la Communauté de communes de l'île d'Oléron a lancé la première édition d'Oléron Ligue Emploi au complexe sportif de l'Oumière. Plus de 90 participants, mêlant chefs d'entreprise, salariés et demandeurs d'emploi, ont pris part à des activités sportives collectives – foot en marchant, tir à l'arc, pétanque, yoga... – pour valoriser compétences humaines et travail en équipe. L'après-midi a été consacré à la levée de l'anonymat, avec des « CV d'entreprise » exposant métiers, valeurs et opportunités. Ce mercredi à Barbezieux, en Charente, et sans lien direct, le stade Jean-Pauquet a accueilli un job dating original, baptisé « Du stade vers l'emploi ». Organisé par France Travail avec les clubs sportifs locaux et la communauté de communes des 4B, l'événement mêlait ateliers sportifs et rencontres informelles avec une dizaine de recruteurs. L'initiative visait à évaluer le savoir-être et la capacité d'intégration des candidats tout en facilitant le contact direct avec les employeurs.

SOURCES

- Sud Ouest Charente-Maritime, 21/10/2025, p. 16
- Charente Libre, 23/10/2025, p. 23

EN RÉGION

LES COMMANDES EN BERNE INQUIÈTENT LE BÂTIMENT

En Nouvelle-Aquitaine, le secteur du BTP s'alarme face à l'incertitude politique et à l'inflation. Les entreprises peinent à remplir leurs carnets de commandes : à Bressuire (Deux-Sèvres), une entreprise de terrassement de Mickaël Berthelot a construit 20 à 25 maisons en 2023, contre seulement cinq cette année. L'investissement dans de nouveaux équipements, comme une pelleteuse à plus de 150 000 €, est suspendu par manque de visibilité. Dans la Vienne, un menuisier constate un net recul des contrats. La CAPEB et l'U2P alertent les pouvoirs publics sur l'impact sur l'emploi et la santé mentale des artisans. En Nouvelle-Aquitaine, l'activité du BTP a déjà reculé de 6,5 % sur un an.

SOURCE

- France 3 Nouvelle-Aquitaine, 20/10/2025, en ligne

Retrouvez AQUISOCIAL sur tous vos écrans





PLANS & CESSIONS

DORDOGNE

LES PAPETERIES DE CONDAT MISÉS EN REDRESSEMENT

Le tribunal de commerce spécialisé de Bordeaux a ouvert, mercredi, la procédure de redressement judiciaire des Papeteries de Condat (220 salariés). Le nouveau président, Dominique Bernard, évoque cinq repreneurs « sérieux sur le papier » et un délai de deux mois pour déposer les offres. L'entreprise, lourdement endettée, espère trouver un repreneur d'ici fin novembre. Les syndicats, présents à l'audience, se rassurent après les propos du juge souhaitant que « l'outil perdure », tout en redoutant une liquidation si aucune offre solide ne se concrétise. Pour rappel, la CGT porte un projet de SCIC. Avec FO, l'organisation conteste d'ailleurs toujours les arguments de la direction, qui invoque la flambée de l'énergie et des droits de douane, ainsi que la nécessité de geler l'endettement pour justifier la recherche d'un repreneur. A noter enfin que dans ce contexte, la Région se demande si elle reverra les 7 millions d'euros qu'elle a prêtés à taux zéro à l'entreprise en 2020.

SOURCES

Sud Ouest toutes éditions, 21/10/2025, p. 4
Dordogne Libre, 21/10/2025, p. 8
Sud Ouest toutes éditions, 22/10/2025, p. 4
Sud Ouest Dordogne, 23/10/2025, p. 11

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

A URRUGNE, LE DIRIGEANT D'ALIOS VA PASSER LA MAIN

À Urrugne (Pyrénées-Atlantiques), le bureau d'études Alios, spécialiste de l'analyse des sols, s'apprête à vivre un tournant avec le départ à la retraite de son dirigeant historique, Pascal Chassagne, 64 ans. Fondé en 1995, le groupe emploie 180 salariés et a vu son chiffre d'affaires passer de 14 millions d'euros en 2019 à 23 millions en 2025. L'entreprise mise sur un management horizontal et forme deux directeurs d'agence pour assurer la relève. Alios se développe notamment dans l'hydrogéologie et la géophysique, pour les fondations d'éoliennes, la dépollution des sols et la réutilisation des terres excavées. La géothermie figure également parmi les axes de recherche.

SOURCE

Sud Ouest Béarn et Soule,
20/10/2025, p.13

CHARENTE-MARITIME

A LA BARRE DE L'HERMIONE, LE MANDATAIRE JUDICIAIRE N'ÉCARTE AUCUNE PISTE

Le redressement judiciaire de l'association Hermione, depuis le 18 septembre, appelle un certain nombre de mesures qui n'épargneront peut-être pas la vingtaine de salariés. Pendant six mois, un mandataire judiciaire supervise la gestion et élaboré un plan de continuation. Les mesures envisagées pourraient inclure le remboursement échelonné des dettes, des abandons de créances, mais aussi des licenciements économiques voire une cession de l'association. La direction reste en poste sous contrôle strict.

SOURCES

Sud Ouest Charente-Maritime,
21/10/2025, p. 11

HAUTE-VIENNE

LOI DE FINANCES : LE PRÉSIDENT DE LA CCI DE LIMOGES INQUIET

Le président de la chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne alerte sur les conséquences d'une réduction d'un tiers du budget national des CCI prévue par le projet de loi de finances 2026. Cela ferait passer les ressources fiscales locales de 2,1 à 1,4 million d'euros par an. Le dirigeant redoute une « mort économique » de l'établissement, qui emploie 160 personnes et soutient 20 000 entreprises.

SOURCE

Le Populaire du Centre,
22/10/2025, p. 8

CHARENTES

LES MAGASINS BONNET FERMENT ET LICENCIENT

Les magasins de tissus, mercerie et laine Bonnet fermeront définitivement le 15 novembre à Saintes, Royan, Rochefort, Puilboreau (Charente-Maritime) et Cognac, en Charente, où est basé son siège social. L'enseigne était en redressement judiciaire depuis le 17 juillet avant que la procédure ne se transforme en liquidation. Malgré un rebond temporaire, l'entreprise n'a pas retrouvé sa stabilité financière. Elle a employé jusqu'à une trentaine de salariés.

SOURCE

Sud Ouest Charente-Maritime,
20/10/2025, p.15



INVESTISSEMENTS

CHARENTE

GÉRARD PERRIER INDUSTRIE DÉPENSE 8 MILLIONS D'EUROS POUR DÉMÉNAGER AEVA

Le fabricant de systèmes d'allumage et de capteurs aéronautiques Aeva, installé à Saint-Yrieix (Charente), vient d'inaugurer un nouveau site de 3 500 m², financé à hauteur de 8 millions d'euros par le groupe Gérard Perrier industrie. L'entreprise, passée de 60 à 80 salariés depuis 2021, veut renforcer la production française de composants stratégiques, notamment grâce à un programme de 3,5 millions d'euros soutenu par le Corac (Conseil pour la Recherche Aéronautique Civile). Elle prévoit aussi de rapatrier dès 2026 à Saint-Yrieix la fabrication de céramiques semi-conductrices, jusqu'ici réalisée au Danemark.

SOURCE Charente Libre,
21/10/2025, p. 6

SUIVEZ NOUS SUR LES RÉSEAUX



GIRONDE

DANS L'AGGLO DE BORDEAUX, LES PATRONS INVESTISSENT MOINS DANS LES BUREAUX

Dans l'agglomération bordelaise, le marché de l'immobilier de bureaux s'est particulièrement fragilisé côté investissements malgré des signes de dynamisme. Selon l'opérateur CBRE, 207 transactions ont été enregistrées de janvier à fin septembre 2025, soit 90 500 m² de bureaux, mais les trois quarts en location, majoritairement dans des surfaces de moins de 500 m².

Les sommes investies dans la métropole ont chuté de près de 80 % en un an, passant de 200 millions d'euros en 2023 à un peu moins de 50 millions l'an passé. Depuis le début de l'année, seulement 40 millions d'euros ont été générés. Climat international et national incertain, effet du Covid et essor du télétravail semblent à l'origine de cette situation.

SOURCE Sud Ouest Bordeaux Agglo,
20/10/2025, p. 20b

EN BOURSE CETTE SEMAINE

Les investisseurs...

...achètent

Immersion Logiciels	Bordeaux (33)	1,80€	11,80%
Rémy-Cointreau Vins et spiritueux	Cognac (16)	49,94€	8,14%
Hydrogène de France Energie, hydrogène	Blanquefort (33)	4,34€	7,96%
Rougier Exploitation et travail du bois	Niort (79)	16,20€	2,53%
Europlasma Trait. des déchets dangereux	Morcenx (40)	1,08€	1,89%
Fountaine Pajot Construction navale	La Rochelle (17)	105,60€	1,54%
Docks pétrol. d'Ambès Stockage pétrolier	Cestas (33)	955,00€	1,06%
Lectra Technologie, logiciels	Cestas (33)	23,20€	0,87%
Hunyvers Véhicules de loisirs	Limoges (87)	7,38€	0,82%
Oeneo Vitivinicole	Cognac (16)	9,26€	0,22%

+ 0,96 %

...vendent

Valbiotis Santé	Périgny (17)	0,74€	-6,33%
Mon courtier énergie Courtage en énergie	Bordeaux (33)	5,40€	-6,09%
Arverne Géothermie	Pau (64)	5,05€	-5,61%
UV Germi Matériels industriels UV	Saint-Viance (19)	2,27€	-4,22%
Aelis Farma Biotechnologie	Bordeaux (33)	1,16€	-3,33%
Poujoulat Fabrication de cheminées	Niort (79)	7,80€	-2,50%
Fermentalg Biotechnologie	Libourne (33)	0,49€	-2,00%
Legrand Équipement électrique	Limoges (87)	146,20€	-1,68%
Groupe Gascogne Papier, emballage, bois	Mimizan (40)	2,48€	-0,80%

Nous suivons la performance boursière des principales entreprises de la région cotées à Paris dont nous avons connaissance. Les cours sont arrêtés au jeudi soir, l'évolution reflète la tendance sur la semaine glissante, d'un numéro d'Aquiosocial à l'autre. Nous suivons 24 entreprises dans neuf des onze départements de la région : leurs capitalisations varient de 1 million à 37 milliards d'euros (Legrand). Ne sont listées ici que celles qui ont donné lieu à transactions.

SOURCE Infographie AquiSocial / Google Finance / Euronext



INVESTISSEMENTS

LOT-ET-GARONNE / CHARENTE

GRAND FRAIS SE POSITIONNE POUR LE RACHAT DE PLUSIEURS MAGASINS GIFI...

Le distributeur Grand Frais projette bien de racheter entre 25 et 30 magasins Gifi, dont le siège est basé à Villeneuve-sur-Lot. L'opération, prévue pour 2026 sous réserve d'autorisations, doit renforcer le réseau de Grand Frais tout en apportant des liquidités à Gifi, fragilisé par la concurrence et un lourd endettement. La direction de Grand Frais s'est engagée à préserver les emplois des salariés concernés. Chez Gifi, la CFDT dénonce une cession contrainte, sur fond de suppressions de postes et de départs non remplacés.

SOURCE

Sud Ouest Lot-et-Garonne,
21/10/2025, p. 10

... MAIS N'EST PAS LE BIENVENU DANS L'AGGLO D'ANGOULÈME

Le maire de La Couronne, près d'Angoulême, s'oppose à l'implantation de l'enseigne dans les locaux de l'ancienne jardinerie Truffaut de la commune, vide depuis six ans. Grand Frais voudrait y ouvrir un magasin sur 2 000 m². Jean-François Dauré redoute un impact négatif sur le commerce local. Une réunion publique a conduit mardi 21 octobre à la préparation d'une pétition. L'enseigne a déjà vainement tenté par deux fois de s'étendre dans l'agglo d'Angoulême.

SOURCE

Charente Libre,
22/10/2025, p. 11

CHARENTE / HAUTE-VIENNE

VERSO ENERGY COMpte TOUJOURS CRÉER 300 EMPLOIS À ETAGNAC ET À SAILLAT

Verso Energy poursuit son projet Lichen, qui vise à produire du carburant d'aviation durable à Étagnac, en Charente, et à Saillat-sur-Vienne, en Haute-Vienne. L'entreprise prévoit d'utiliser l'hydrogène extrait des eaux de la Vienne et le CO₂ de la papeterie Sylvamo pour fabriquer un carburant de synthèse, avec une mise en service espérée d'ici 2030. Ce chantier de 2,2 milliards d'euros devrait générer environ 300 emplois locaux.

SOURCE

Charente Libre,
24/10/2025, p. 23

GIRONDE

DHL INVESTIT 2 MILLIONS D'EUROS À BORDEAUX POUR AMÉLIORER SA PRODUCTIVITÉ

Le logisticien allemand DHL a investi 2 millions d'euros dans son agence locale de Bordeaux, en vue de moderniser ses installations. Les nouveaux équipements, dont deux machines à rayons X, doivent améliorer les conditions de travail des 50 salariés, accélérer le traitement des colis et renforcer la sécurité. Chaque jour, 8 000 envois transitent par le site, qui centralise les flux aériens et routiers vers la péninsule ibérique. L'agence, créée en 1983, est considérée comme stratégique pour la France.

SOURCE

Sudouest.fr,
22/10/2025

CHARENTE-MARITIME

LE SITE ALSTOM D'AYTRÉ IMPLIQUÉ DANS UN GROS CONTRAT À 1,4 MD€

Le site Alstom d'Aytré, en Charente-Maritime, produira les voitures passagers et assurera la gestion du projet pour 30 trains à très grande vitesse Avelia Horizon destinés à Eurostar, pour près de 1,4 milliard d'euros. Cette commande complète les 115 rames déjà commandées et pourrait être étendue à 20 supplémentaires, avec premières livraisons attendues en 2031. Dix sites français d'Alstom seront mobilisés pour la production et l'équipement des trains.

SOURCE

Ici Périgord,
22/10/2025, en ligne



NOUVELLES TÊTES

CHARENTE

YVES ADOL, PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE

Le gérant du restaurant La Courtine de Cognac, Yves Adol, a été élu mercredi 22 octobre président du tribunal de commerce d'Angoulême, après six ans de vice-présidence. Âgé de 66 ans, le professionnel de l'hôtellerie-restauration envisage par ailleurs de céder son établissement prochainement.

SOURCE

Charente Libre, 23/10/2025, p. 4

FAITS-DIVERS

GIRONDE

LES EX SALARIÉS DU CINÉMA UGC D'ARCACHON GONFLAIENT LES ENTRÉES

Deux anciens employés du cinéma UGC d'Arcachon ont été condamnés jeudi 23 octobre par le tribunal correctionnel de Bordeaux à deux mois de prison avec sursis pour escroquerie. Le directeur adjoint et un employé utilisaient des cartes d'abonnement illimité de proches pour gonfler artificiellement les entrées. Le préjudice, estimé à 31 000 €, n'a toutefois pas été prouvé, et les demandes d'indemnisation du gérant en ce sens ont été jugées irrecevables. Les deux hommes, licenciés pour faute, contestent par ailleurs leur renvoi devant les prud'hommes en décembre.

SOURCE Sud Ouest Bassin d'Arcachon,
24/10/2025, p. 16



Prenez vite votre encart



PUB@AQUISOCIAL.FR

VIENNE

UN OUVRIER GRAVEMENT BRULÉ DANS UN ACCIDENT DU TRAVAIL À POITIERS

Un ouvrier d'une cinquantaine d'années a été grièvement brûlé mardi 21 octobre à la main et au visage à Poitiers. La flamme serait partie d'une fuite de gaz survenue alors qu'il procédait à des travaux de raccordement au réseau de chauffage urbain. Employé d'une société sous-traitante de Dalkia, il a été transporté au CHU de Poitiers.

SOURCE La Nouvelle République, édition de la Vienne,
22/10/2025, p. 4

LANDES

DES AGENTS VIOLEMENT AGRESSÉS À LA PRISON DE MONT-DE-MARSAN

Un surveillant du centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan a été violemment agressé, lundi 20 octobre, par un détenu retrouvé en possession de drogue. Deux autres agents ont également été blessés. Selon FO Justice, l'agression, survenue dans le bâtiment MA1 déjà saturé, illustre la tension croissante liée à la surpopulation carcérale. Le syndicat réclame le transfert du détenu et la reconnaissance du sang-froid des agents.

SOURCE Ici Gascogne, 23/10/2025, en ligne

GIRONDE

L'ASSOCIATION ARC-EN-RÊVE ÉPINGLÉE POUR SA GESTION JUGÉE DISPENDIEUSE

Un rapport de la Chambre régionale des comptes critique sévèrement la gestion de l'association bordelaise Arc-en-Rêve de Bordeaux, consacrée à l'architecture et qui emploie une dizaine de salariés. Entre 2022 et 2023, la structure, financée à plus d'un million d'euros de fonds publics, a multiplié les dépenses : soirées coûteuses, voyages et notes de restaurant du directeur, primes et avances non contrôlées. Un ancien cadre, licencié en 2023, est en outre visé par une plainte pour un détournement présumé de 40 000 €.

SOURCE Sud Ouest Bordeaux Agglo,
24/10/2025, p. 18-19



FAITS-DIVERS

CREUSE

LA FROMAGERIE CHAVEGRAND REPREND SON ACTIVITÉ APRÈS L'INCENDIE

Deux semaines après l'incendie de son atelier de fromages de chèvre à Maison-Feyne (Creuse), la fromagerie Chavegrand a repris partiellement son activité lundi 20 octobre. Seule la production de fromages à pâte molle a redémarré, l'atelier sinistré restant à l'arrêt plusieurs mois. Aucun licenciement n'est prévu parmi les 130 salariés, selon la direction. Le sinistre du 6 octobre avait détruit 350 m² de l'usine alors que l'entreprise fait l'objet d'une enquête après plusieurs cas d'intoxication à la Listeria.

SOURCE France 3 Nouvelle-Aquitaine, 20/10/2025

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

DU SURSIS POUR L'AGENT DU COLLÈGE DE JURANÇON QUI SE SERVAIT DANS LES CASIERS

Un agent d'entretien de 40 ans du collège Ernest-Gabard a été condamné mardi 21 octobre à six mois de prison avec sursis pour une série de vols commis depuis janvier 2023 au collège de Jurançon, dans les Pyrénées-Atlantiques. Il avait dérobé sacs, chaussures et vêtements de sport, qu'il revendait sur des sites de petites annonces. L'homme devra verser 600 € de dommages et intérêts à l'établissement. Les faits se déroulaient principalement dans les locaux de la vie scolaire et dans les casiers des élèves.

SOURCE La République des Pyrénées, 22/10/2025, p. 4

IL S'ÉTAIT EMPORTÉ À LA CAF : 300 EUROS D'AMENDE POUR LE SEXAGÉNAIRE DE MORLAÀS

Un homme de 67 ans, domicilié à Morlaàs (Pyrénées-Atlantiques), a été condamné lundi 20 octobre à une amende de 300 euros pour avoir outragé une conseillère de la Caisse d'allocations familiales de Pau. Ce retraité, déjà interdit de CAF par le passé, s'était emporté en juillet 2024 après avoir cru à la suppression de son allocation adulte handicapé.

SOURCE Ici Béarn Bigorre, 22/10/2025, en ligne

VIENNE

PLUSIEURS VOLS DE GPS AGRICOLES DANS DES EXPLOITATIONS DE LA VIENNE

Trois vols de GPS agricoles ont été signalés lundi 20 octobre dans des exploitations de La Bussière, Saint-Pierre-de-Maillé et Jouhet (Vienne). La compagnie de gendarmerie de Montmorillon a ouvert une enquête et appelle les agriculteurs à la vigilance.

Les appareils, inestimables pour les exploitants et impossibles à géolocaliser, représentent un préjudice de plusieurs dizaines de milliers d'euros. Les militaires recommandent de démonter antennes et GPS après chaque journée de travail.

SOURCE La Nouvelle République, édition de la Vienne, 21/10/2025, p. 4

GIRONDE

PRISON ET AMENDE POUR LE GÉRANT ET SON EMPLOYÉ QUI SE SONT FAIT JUSTICE

Le gérant d'un bar de strip-tease de Bordeaux (Gironde), et son employé ont été condamnés lundi 20 octobre pour avoir violenté un installateur de caméras ayant diffusé des vidéos de danseuses sans autorisation. Le premier a écoper de dix mois de prison sous bracelet électronique et son complice d'une amende de 1 000 euros. Le tribunal a estimé qu'ils s'étaient fait justice eux-mêmes dans un différend mêlant atteinte à la vie privée et représailles violentes.

SOURCE Sud Ouest Bordeaux Agglo, 21/10/2025, p.11



Aquisocial, la Semaine Sociale en Nouvelle-Aquitaine du 24/10/2025

est une revue de presse numérique éditée par Benoît Caurette, 120 rue Saint-Roch, 16000 Angoulême ; www.aquisocial.fr

Hebdomadaire, paraît le vendredi

Relève du dépôt légal de l'internet
(Code du patrimoine, art. L132-2).

La revue est archivée par la bibliothèque nationale de France dans le cadre de ses collectes numériques.

Responsable de la publication :
Benoît Caurette
[\(b.caurette@aquisocial.fr\)](mailto:(b.caurette@aquisocial.fr))

Aquisocial propose des synthèses de l'actualité sociale en Nouvelle-Aquitaine à partir d'articles diffusés par les médias régionaux. Les contenus sont organisés et résumés par un journaliste professionnel aux fins de fournir un aperçu structuré. Chaque texte mentionne sa source originale.